

COMMUNALES 2018

EXCLUSIF - ÉLECTIONS 2018

Notre grand baromètre inédit de votre commune !

À un an des élections communales, nous avons plus que jamais voulu vous donner la parole

Chaque jour, nous allons plonger à vos côtés dans ce qui vous préoccupe vraiment, au sein de votre entité. Et analyser votre état d'esprit par rapport à ceux qui vous dirigent...

Dans un an pile poil, vous vous rendrez aux urnes. Le 14 octobre 2018, très exactement. Il s'agira d'élire vos élus provinciaux, peut-être pour la dernière fois. Mais aussi et surtout celles et ceux qui dirigeront votre ville ou votre commune pour les six années à venir.

Quel bilan tirez-vous de ceux actuellement en place ? Comp-

tez-vous changer votre vote ? Quelles sont vos personnalités locales préférées ? Et puis, au fond, êtes-vous fier de votre entité ? Qu'est-ce qui vous y plaît le plus ? Qu'est-ce qui vous y exaspère au plus haut point ? Et qu'attendez-vous de celles et ceux qui ambitionnent de vous diriger demain ?

Plus que jamais à vos côtés, nous avons voulu le savoir au travers d'un grand baromètre inédit. Sudpresse/KTLInfo/iVOX. Ces enseignements souvent étonnants et détonants dans les résultats, annoncia- teurs parfois de changements majeurs, nous les développe-

rons dans nos journaux et sur nos différents supports numériques dès ce samedi, et pendant plusieurs semaines. Avec des analyses. Des réactions. Et une grande préoccupation : vous donner la parole.

Il s'agit du plus grand baromètre jamais réalisé en Wallonie et à Bruxelles. On l'entame aujourd'hui avec les résultats chocs de notre première ville-étape : Liège. Charleroi lui succédera lundi. Puis quantité d'autres entités, dans les jours qui suivront.

Prêts pour le grand voyage ? Allez, on vous embarque...

CHRISTIAN CARPENTIER

Analyse

Les 5 incertitudes clés d'une élection

Chaque élection est importante, dans la vie d'un pays. Mais les scrutins communaux du 14 octobre 2018 s'annoncent plus incertains que jamais. Et donc plus capitaux encore pour la suite. Les résultats de cinq grandes incertitudes pèseront lourd dans la balance. Passons-les en revue.

1 **L'impact des affaires.** Le scandale de l'affaire Publi-fin a éclaté le 22 décembre de l'année dernière. Depuis, quelque chose a changé. Quelque chose de fondamental, même.

D'autres villes que Liège ont été touchées par des affaires. C'est le cas de Charleroi avec l'ISPPC, ou de Bruxelles avec le Samusocial. Et la confiance des citoyens envers leurs élus n'a jamais paru aussi fragilisée.

Les hommes et femmes politiques eux-mêmes le sentent.

Certains ont fait un pas de côté, ou en ont annoncé leur intention. D'autres s'accrochent, annonçant même qu'ils resteront en place jusqu'à... leurs 80 ans. La colère citoyenne qui se manifeste dans les sondages se confirmera-t-elle également dans les urnes ? Et avec quelle ampleur ?

C'est la première chose que les observateurs regarderont le 14 octobre 2018 au soir.

2 **Le score du PTB.** Les communistes sont de retour. Et ont désormais le vent en poupe. Comme jamais. Un effet Raoul Hedebouw évident ? Ou un phénomène bien plus global ?

C'est le deuxième aspect qui sera observé de près dans les urnes de l'an prochain. Les candidats locaux du PTB parviendront-ils à convaincre les électeurs de leur

entité de la pertinence de leurs propositions concrètes et de leur financement possible ? Et monteront-ils la même filiosité à monter dans des coalitions, ce qui pourrait faire changer d'avis plus d'un soutien ?

3 **Le score du PS et du cdH.**

Le PS est atteint par les affaires comme jamais. Son usure du pouvoir est évidente. Son manque de renouvellement des cadres aussi. Mais les électeurs en tiendront-ils rigueur à leurs candidats locaux ? Ou estimeront-ils que tout ça est avant tout dû à une direction « nationale » lointaine ?

Quant au cdH, il n'a pas réussi

Quel sera le poids des affaires sur les partis ?

son pari de renverser des majorités des entités fédérées dont il a tiré la prise le 19 juin dernier. Seule la Wallonie a bougé. Aux autres gouvernements, il est forcé de continuer de cohabiter avec le PS, dans une ambiance lourde. Ici aussi, l'électeur en tiendra-t-il ses élus locaux responsables ?

Une chose est en tout cas certaine. Si PS et cdH devaient en payer le prix dans les urnes, il s'agirait d'un profond séisme pour les deux formations concernées, dont l'ancrage local tient toute l'ossature. Descendre aux enfers serait une catastrophe pour le PS. Perdre encore un peu plus de plumes le serait tout autant pour les humanistes. Pour l'heure, leurs états-majors tentent de se rassurer. Dans les urnes, leurs électeurs sont toujours plus fidèles que dans les sondages. À vérifier dans un an.

4 L'émiettement des voix. Les résultats du PTB, du PS et du cdH ne seront pas les seuls points d'attention. Celui des autres partis traditionnels, comme le MR ou Ecolo, le sera tout autant. Avec ici un impact concret possible. Si le citoyen leur fait payer la morosité am-

biante, il provoquera un émiettement des voix qui forcera trois si pas quatre partis à s'allier pour obtenir une majorité communale. Ce qui n'est jamais évident, en matière de négociation du programme de législature.

5 Les résultats en Flandre. Ils seront le dernier point d'attention qu'il faudra observer. Un récent sondage prédisait une descente aux enfers à Bart De Wever à Anvers. D'autres de ses barons pourraient aussi être touchés. Tout mouvement d'ampleur – et pas seulement touchant la N-VA –

risquerait vite de raidir les discours. Et d'avoir un impact sur le gouvernement fédéral. Car les élections communales sont une étape importante. Mais sept mois plus tard, le rendez-vous sera plus majeur encore, avec le retour aux urnes pour les fédérales et les régionales. ●

CHRISTIAN CARPENTIER

Vos préférences

Les communales, vous aimez

De toutes les élections auxquelles vous êtes confronté, ce sont les communales vos préférées. Du moins si vous habitez en Wallonie. Parce qu'à Bruxelles, ce sont les fédérales qui arrivent en tête. Et les régionales? On ne voudrait choquer personne, mais visiblement, tout le monde s'en fiche... Voyons tout cela d'un peu plus près. En Wallonie donc, le constat est sans appel: les élections communales sont de loin celles qui semblent les plus importantes aux yeux des habitants. Le constat est soutenu par plus de 5 sondés sur 10 (53,5%). Les élections fédérales n'arrivent en tête que pour un tiers de notre panel (33,5%). Et les régionales? Seul un sondé sur

vingt (5,4%) les classe en premier! Comble de l'humiliation: elles arrivent juste après... les élections européennes qui bénéficient pour leur part d'un score de 6,2%.

Ras-le-bol de ces gouvernements régionaux tombés dans l'enfer depuis cet été? Ou tout simplement signe supplémentaire de la confusion qui règne dans bien des esprits sur la question de savoir qui fait quoi dans ce pays compliqué? Soyons positifs, optons pour la deuxième solution.

À Bruxelles, par contre, les constats s'inversent. Serait-ce parce que le gouvernement Michel y a son siège? Toujours est-il que pour nos sondés, les élections fédérales arrivent en tête

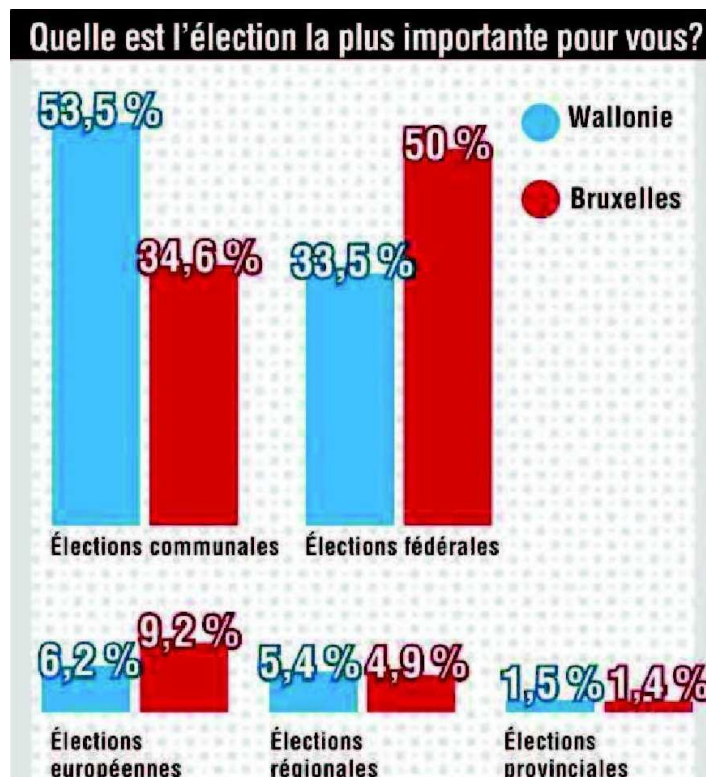
des priorités, avec un score de 50%. Les communales n'arrivent qu'en deuxième place, avec un tiers de soutiens (34,5%).

Là non plus, les élections régionales n'ont guère la cote. Leur score est très similaire à celui valable pour la Wallonie (4,9%). Et l'humiliation y est encore plus forte par rapport aux européennes qui, dans ce cas, sont la priorité d'un dixième des sondés (9,2%). Assez logique sans doute: Bruxelles étant le siège des principales institutions européennes, mais aussi le lieu de résidence de pas mal de ses fonctionnaires, certains doivent forcément se retrouver parmi les sondés.

Ah oui, on allait oublier: et les provinciales, dans tout ça? Elles ne sont la priorité que de... 1,5% des sondés. Inutile de dire que la suppression de l'institution qui est dans les cartons, elle se fera sans bruit.

Quelques nuances apparaissent néanmoins. On voit par exemple que chez les 18-34 ans, les élections fédérales (45%) priment les sur les communales (35,5%). Ou que chez les citadins, les deux niveaux arrivent quasiment à égalité (respectivement 41,5% et 43%). Mais que par contre chez les ruraux, près de six sur dix mettent les élections communales en tête (59%), bien loin devant les fédérales (31%). ●

CH. C.



Au quotidien

Vos tops et vos flops

L'offre d'écoles est ce qui arrive en tête des éléments de leur commune dont nos sondés sont le plus satisfaits. Elle atteint le joli score de 7,1 sur 10, même si c'est davantage vrai en Wallonie (7,3) qu'à Bruxelles (6,4).

La deuxième marche du podium est occupée par la serviabilité des services communaux. Beaucoup d'entités ont fait de réels efforts, ces dernières années, tant au niveau des jours et horaires que sur celui de l'aménagement des lieux de rencontre avec les agents des différents services. Visiblement, ça paie puisque la note globale est ici de 6,5 sur 10, avec même un pic à 6,8 chez les seniors et dans les campagnes.

Sur la troisième marche, on trouve un trio. Il s'agit de l'offre de magasins, de la tranquillité et des infrastructures sportives.

Tous trois obtiennent la note de 6,2 sur 10. Pas mal non plus donc même si, assez logiquement, on est plus satisfait de l'offre de commerces quand on habite en ville et de la tranquillité quand on vit en zone rurale.

Mais il reste évidemment des points noirs. Et des gros. Ainsi, l'entretien des routes et des trottoirs est ce qui obtient le moins bon indice de satisfaction: 4,4 sur 10. C'est plus vrai en Wallonie qu'à Bruxelles, en ville qu'en zone rurale, et pour les seniors que pour les plus jeunes.

Le deuxième point noir est le manque d'infrastructures adaptées aux handicapés, dont l'indice de satisfaction n'est que de 4,5 sur 10. Il partage cette deuxième marche du podium des flops avec la vitesse des véhicules, qui souffre d'une

insatisfaction grandissante avec l'âge.

D'autres thématiques obtiennent des scores tantôt satisfaisants, tantôt plus inquiétants. Ils fournissent un bon indice du bilan concret des majorités sortantes. Et de bonnes idées de programmes pour celles et ceux qui rêvent de leur succéder... ●

CH. C.

Vos cotes sur 10	
	L'offre d'écoles 7,1
	La serviabilité des services communaux 6,5
	L'offre de magasins 6,2
	La tranquillité 6,2
	Les infrastructures sportives 6,2
	L'environnement 6,1
	L'aide sociale 6,1
	Les parcs et jardins 5,8
	Le fleurissement 5,8
	Le soutien de la vie associative 5,7
	L'offre de transports en commun 5,6
	La sécurité des personnes et des biens 5,4
	L'intégration des immigrés 5,3
	La sécurité routière 5,2
	La présence policière 5
	Les prix de l'immobilier 5
	Les possibilités de parking 4,9
	La propreté 4,8
	Les bancs 4,8
	La vitesse des véhicules 4,5
	L'infrastructure adaptée aux handicapés 4,5
	L'entretien des routes et des trottoirs 4,4

Fiche technique
Sommaire: 20 questions (11 min); VOX réalisé par Internet
du 29 septembre au 4 octobre auprès de 12.341 sondés de
Wallonie et de Bruxelles représentatifs de la population.
Marge d'erreur maximale: 0,6%.

SONDAGE SUR LA VILLE DE LIÈGE

Le PTB premier parti à Liège!

Le MR est deuxième, tandis que le PS s'écrase

La Cité ardente s'apprête-t-elle à vivre un véritable séisme politique lors des élections communales d'octobre 2018 ? C'est ce que l'on peut penser à la lecture de notre baromètre Sudpresse-RTLInfo-iVOX. Le PTB est largement en tête des intentions de vote avec 28,3 % des suffrages. Le MR n'est pas loin et se positionne avec plus de 25 %, tandis que le PS s'écrase en passant en cinq ans de 38 % à 20,5 %.

Les affaires qui émaillent sans relâche la vie politique belge depuis plusieurs mois ont créé un fossé abyssal entre les partis politiques dits traditionnels et la population. Dans ce contexte, sondage après sondage, des tendances apparaissent. Et celles qui ressortent de notre baromètre Sudpresse-RTLInfo-iVOX axé sur la ville de Liège risquent de susciter pas mal de vagues en bord de Meuse, même s'il faut prendre les précautions d'usage en rappelant qu'il s'agit là d'un instantané et que le chemin jusqu'au scrutin est encore long. N'empêche, plusieurs choses ressortent.

1 L'irrésistible ascension du PTB. Depuis 2012, le parti de gauche — radicale pour certains, extrême pour d'autres — ne cesse de gagner du terrain. Après s'être enraciné dans le bassin liégeois, l'heure est désormais à l'expansion. Notre sondage est sans appel pour la formation de Raoul Hédebouw, puisqu'elle est sur la pre-

mière marche du podium et récolterait, selon ces projections, 28,3 % des suffrages. Rappelons qu'il y a cinq ans, le PTB avait fait 6,4 %. Visiblement, la mise en re-

Sondage réalisé auprès de 600 personnes. Marge d'erreur: 3,99%. Les 17,8 % d'indécis n'ont pas été comptabilisés dans les résultats

trait du charismatique porte-parole du parti au profit de Sophie Lecron, devenue cheffe de groupe, ne lui a pas porté préjudice. Sans parler de l'affaire Publifin, où les trois partis PS, MR et cdH sont mouillés jusqu'au cou. Tout profit pour les contestataires.

2 Le PS s'écrase. 20,5 % des intentions de votes, troisième parti. Le Parti socialiste de Liège paie plein pot l'affaire Publifin en Cité ardente et perd quasiment la moitié de ses voix (38 % en 2012). La chute est très impressionnante, sans doute l'une des pires du PS à l'échelle de Wallonie-Bruxelles. Il faut dire qu'à nouveau, l'affaire Publifin n'a guère aidé et a suscité un immense ras-le-bol au sein de la population, qui aspire visiblement à autre chose. Ceci étant, Willy Demeyer en tant

que tel ne jouit pas d'une mauvaise image à Liège, puisqu'entre les satisfaits et les insatisfaits du mayer principalitaire, c'est presque du 50-50. N'empêche, le challenge électoral s'annonce extrêmement ardu pour les socialistes, et le trône de Demeyer paraît plus menacé que jamais.

3 Le MR se place. Avec plus d'un quart des voix (25,4 %), les libéraux s'affirment comme la seconde force politique liégeoise et gagnent plus de 4 % par rapport à 2012. Ils peuvent même envisager, compte tenu de la marge d'erreur de 3,99 %, titiller le PTB. Après un scrutin 2012 difficile, où Christine Defraigne a dû gérer le départ de Didier Reyniers et de nombreuses querelles intestines, la présidente du Sénat a réalisé le 3^e score de Wallonie en 2014 et sa formation a visiblement le vent en poupe à Liège. Surtout, avec un tel score et connaissant les réticences d'autres formations envers le PTB, le MR pourrait bien être incontournable pour former une majorité d'ici un an. Et signer là un retentissant retour aux affaires à Liège.

4 Liège reste ancrée à gauche. C'est peut-être l'un des enseignements principaux de ce sondage. Si le MR réalise un très bon score, force est de constater que de manière globale, le Liégeois a le cœur à gauche. En témoignent les 28,3 % annoncés pour le PTB, ajoutés aux 20,5 % du PS, mais également aux 12,4 % des écologistes, qui se présenteront sous la forme d'un mouvement eco-ci-

toyen et qui pourraient donc bien bénéficier d'une spirale positive et améliorer sensiblement leur score. Ensemble, les trois formations précitées totalisent plus de 60 % des intentions de votes. Dans ces mêmes partis, on trouve de plus en plus de responsables pour prôner une coalition « la plus à gauche possible ». Mathématiquement, cela pourrait donc bien s'avérer jouable. Reste à voir si cela pourrait se faire avec comme premier parti le PTB. Et là, on a légitimement plus de doutes.

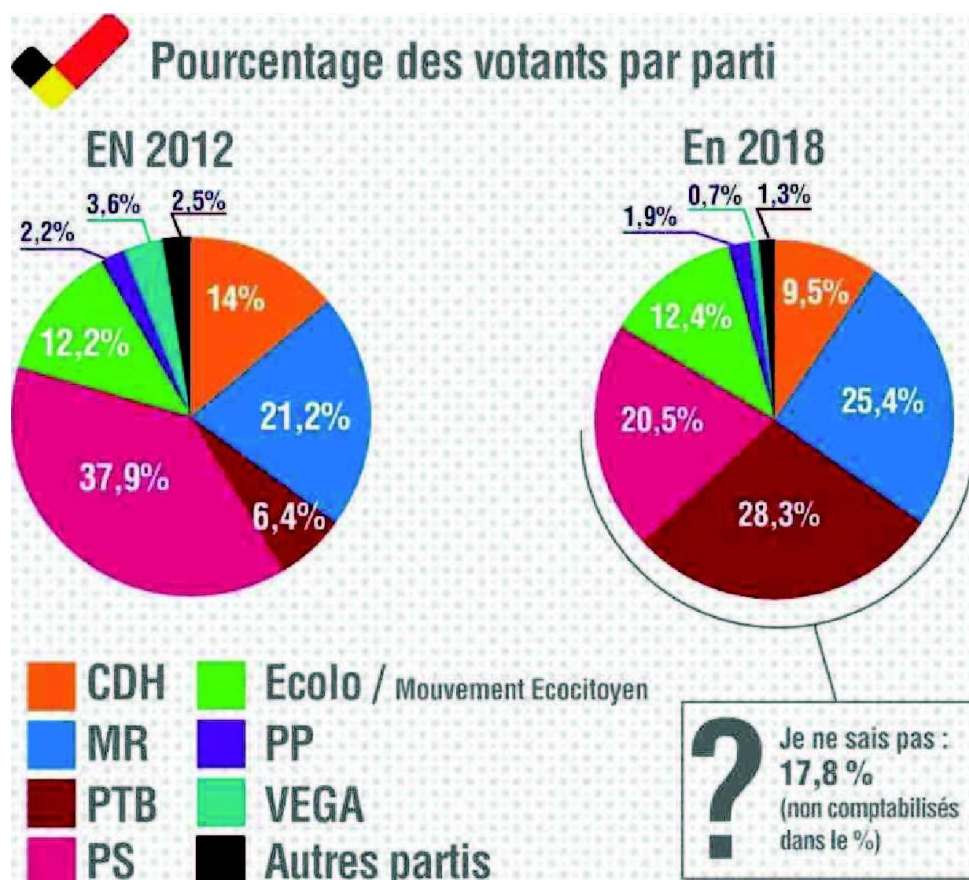
5 Pas de place pour l'extrémisme de droite. Avant les communales de 2012, le FN comptait encore un conseiller communal à Liège. Depuis, l'extrême-droite a disparu des radars à Liège, c'est à souligner. Toujours à la lueur de notre sondage, on constate que le Parti Populaire ne perd pas (1,9 % des intentions de votes, contre 2,2 en 2012).

Si le scrutin communal n'est que dans un an, ces tendances donnent toutefois un état des lieux des forces politiques qui s'affronteront en Cité ardente.

Notons enfin que ce baromètre Sudpresse/RTLInfo/iVOX a été réalisé par Internet du 29 septembre au 4 octobre auprès de 600 sondés de Liège représentatifs de la population. Marge d'erreur maximale : 3,99 %.

Les 17,8 % d'indécis n'ont pas été comptabilisés dans les résultats, à l'instar des résultats des élections. ●

GASPARD GROSJEAN



Raoul Hedebouw (PTB)

« Ma priorité : continuer au fédéral »

Difficile de garder les pieds sur terre quand, sondage après sondage, la courbe des intentions de vote ne cesse de croître. Avec 28,3 %, le PTB deviendrait le premier parti de la Ville de Liège. Loin devant le PS et juste devant le MR.

↳ **Quelle est votre première réaction à la lecture de ce sondage ?**

On ne fait pas de coalition avec les sondages et je ne veux pas que, si l'on fait 15 %, on dise que le PTB a raté sa campagne. Ce serait faux, sachant d'où l'on vient. Ceci étant dit, même si ce n'est qu'un sondage et qu'il faut donc prendre les précautions d'usage, on sent que le travail de

terrain dans les quartiers de Liège paie et on voit que la population reprend espoir.

↳ **On sait que vous avez cédé le poste de chef de groupe PTB à Sophie Lecron. Serez-vous néanmoins tête de liste ?**

On décidera ça en décembre-janvier, après un processus démocratique interne. Sophie Lecron fait un gros boulot de fond et l'on peut donc remarquer que le PTB s'est diversifié.

↳ **Le PTB, ce n'est pas « que » Raoul ?**

Non, du tout.

↳ **Vous pourriez devenir**

bourgmestre un jour ?

Ce n'est pas ma priorité, je l'ai dit

dès le départ. Le rapport de forces pour faire payer les plus riches, pour plus de justice globale, c'est surtout au niveau fédéral. Donc, ma priorité personnelle est de continuer mon combat au fédéral.

↳ **À moment donné, si vous deviez réellement faire ce genre de score, n'y aurait-il pas une obligation d'aller au pouvoir ?**

Nous, on veut aller aux affaires. La vraie question, c'est avec qui ? On n'a pas vocation à rester dans l'opposition. Mais dans ce pays de coalitions, les partis de gauche classiques ont mis tellement d'eau dans leur vin rouge que c'est devenu un mauvais rosé !

Après, on n'est pas dupe : le PS est très à gauche, mais juste quand il est dans l'opposition ; j'ai donc des doutes quant à la sincérité de leur discours. Nous, nous irons donc avec des gens prêts, par exemple, à relancer la construction de logements publics, etc. Nous avons toujours été contre la politique bling-bling. Aller à Cannes vendre la ville, ce n'est pas pour nous. C'est dans les chaumières qu'on veut faire bouger les choses. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR G.G.

L'analyse

Des options plausibles, mais l'électeur tranchera

Gaspard GROSJEAN
Journaliste politique

Et demain, que va-t-il se passer ? Difficile voire impossible de tirer des conclusions définitives d'un coup de sonde réalisé plus d'un an avant les élections. Malgré tout, nier les tendances qui se dessinent sondage après sondage serait une hérésie. Si l'électeur aura bien évidemment le dernier mot, trois options majeures plausibles et

possibles se détachent à Liège.

> **1.** Le MR termine devant le PS à l'issue du scrutin. Dans cette hypothèse, il serait sot d'écarter la possibilité d'une alliance entre les deux partis traditionnels. Une troisième force politique sera sans doute nécessaire pour décrocher la majorité. Peu importe le score personnel des uns et des autres, le bourgmestre étant celui qui récolte le plus de voix sur la plus grosse liste de la majorité. On pourrait alors avoir Christine Defraigne comme bourgmestre, avec un collègue MR-

PS-cdH/Mouvement éco-citoyen.

> **2.** Le PS termine devant le MR. Face à la faiblesse de son actuel partenaire qu'est le cdH, le PS devra sans doute se tourner vers deux formations pour former une majorité. S'il a la main, on peut facilement imaginer une coalition « classique » avec le MR et les centristes. Willy Demeyer garderait donc son mayorat et ouvrirait l'actuelle majorité. Il peut aussi faire le choix de se passer du cdH et se tourner vers les écologistes-citoyens. Que ce soit MR-PS ou PS-MR, l'ap-

point d'une autre formation apparaîtrait comme étant incontournable.

> **3.** Mais une dernière option existe, et elle n'est pas à balayer d'un revers de la main : celle d'une grande coalition de gauche PS-PTB-Mouvement éco-citoyen. Plusieurs responsables locaux se sont ouvertement positionnés pour cette option. Confortable au niveau arithmétique, cette majorité n'est réalisable que si le PS termine devant le PTB, car on n'imagine pas un instant les socialistes venir en appoint du PTB. L'inverse, par contre... ●

DU CÔTÉ DE L'ÉQUIPE EN PLACE

Ensemble, PS et cdH ne font plus que 30 %

La majorité actuelle boit la tasse

Le sondage Sudpresse-RTLInfo-iVOX est un camouflet pour l'actuelle majorité PS-cdH à la Ville de Liège, qui serait, dans l'état actuel des choses, incapable de rempiler à deux pour une nouvelle mandature communale.

Le constat est implacable : le Parti socialiste est en crise. Ce dernier mise énormément sur son congrès idéologique de novembre, à Liège justement, pour se donner un nouveau souffle. Pas certain que cela suffise à court terme toutefois. Car

les résultats du sondage ne sont guère brillants pour la formation du bourgmestre Willy Demeyer. Fort d'un succès électoral qui lui avait permis de rafler 38 % des voix en 2012, augmentant ainsi sa représentativité au conseil, le PS perd quasiment la moitié de ses voix, puisqu'il n'est crédité que de 20,5 % des intentions de vote ! Une véritable dégringolade. Cela ne semble toutefois pas effrayer le bourgmestre et futur tête de liste Willy Demeyer. « J'ai tendance à rester extrêmement prudent par rapport aux sondages et à leur méthodologie, commente celui qui est toujours député fédéral. La

seule vérité, ce sera le soir des élections. » Le président du PS wallon dit « n'avoir aucune crainte » et « donne rendez-vous dans un an ». Willy Demeyer avance toutefois son seul vœu : « La majorité absolue pour le PS à Liège en 2018 ». Un challenge qui s'annonce difficile, pour ne pas écrire impossible quand on connaît le contexte politique liégeois. Reste à voir quel poids pourront apporter des gens comme Jean-Claude Marcourt, qui jouit d'une forte popularité et dont le travail au sein de l'ancien gouvernement wallon était quasi unanimement salué, ou encore du nouveau président du PS liégeois, clairement plus ancré à gauche, Jean-Pierre Hupkens.

L'INEXORABLE CHUTE DU CDH

D'autant que parallèlement à ce-

la, l'éternel partenaire du Parti socialiste en Cité ardente, le cdH, poursuit son déclin. Avec moins de 10 % des voix (9,5), le cdH perd 4,5 % en cinq ans. Un résultat auquel s'attendait le Premier échevin, Michel Firket. « Cela ne provoque pas des sauts de joie, bien évidemment et c'était, entre guillemets, prévisible. On se doit donc, plus que jamais, d'avoir une bonne équipe, un bon programme, mais également de capitaliser sur nos réalisations. Car j'ose le dire : même si nous n'étions pas seuls, nous avons bel et bien contribué à changer radicalement le visage de Liège ces dernières années. » Le problème reste également le casting. Après le flop de l'épisode « Anne Delvaux », les centristes peinent à attirer. Et Alda Greoli, ministre wallonne et communautaire, entend plutôt à l'heure actuelle pousser la liste que la tirer. « Pour ma part, je reste partant pour être sur la liste, pour autant qu'elle soit bien construite, pour la soutenir », affirme ainsi Michel Firket, qui estime qu'il y a urgence dans le chef de sa formation à réagir. Enfin, l'intéressé ne manque pas de souligner que « le cdH n'est pas le parti qui, proportionnellement, perd le plus. » Remarque à peine masquée envers le partenaire socialiste. ●

GASPARD GROSJEAN

MR : une chance unique pour un retour au pouvoir à Liège

Mine de rien, l'un des grands gagnants de ce sondage — avec, répétons-le, les précautions d'usage à prendre avec ce genre d'exercice — est le Mouvement réformateur. Deuxième force politique en Cité ardente avec 25,4 % des intentions de vote exprimées, les libéraux peuvent même sérieusement envisager la première place lors du scrutin.

Après des élections difficiles en 2012 (21,2 % des voix) suite au départ de Didier Reynders à Uccle et aux querelles internes qui ont émaillé la campagne des libéraux, la formation de Christine Defraigne semble donc relever la tête. Cette dernière est même sur une dynamique résolument positive, dans la foulée de son très bon score personnel réalisé en 2014, le troisième meilleur de Wallonie avec près de 28.000 voix.

LE MR, C'EST LE CHANGEMENT

« Je prends acte et reste mesurée, car on connaît toute la difficulté de ces exercices. Ceci dit, je ne me réjouis absolument pas du fait que le PTB soit le premier parti. Nous allons, au MR, travailler d'arrache-pied pour démontrer que notre choix de

société, notre projet pour Liège, est le seul crédible. Le PTB est un réceptacle de colère, le MR est un vrai changement, une nouvelle facette politique. Je relance d'ailleurs mon appel aux citoyens pour l'ouverture », commente Christine Defraigne.

Avec 60 % d'intentions de vote à gauche, le MR n'a-t-il pas peur d'être trop isolé ? *« Nous sommes la seule formation de centre-droit, nous l'assurons. Nous sommes des libéraux-sociaux et nous pouvons discuter avec tout le monde, excepté le PTB. Pour le reste, nous n'avons aucune exclusive. »* D'ailleurs, il y a peut-être une chance unique pour le MR, lorsqu'on connaît les réticences de certains, notamment au PS, à s'allier au PTB. Du coup, les libéraux pourraient être en position de force pour négocier une majorité. De quoi voir en Christine Defraigne une candidate-bourgmestre ? *« Ah, mais pourquoi pas ? Ce qui est certain, c'est que si l'opportunité se présente, je n'hésiterai pas. Je le dis très clairement, notre objectif est de revenir aux affaires à Liège ! »*

Voilà qui est clair. ●

G.G.

Une liste plus citoyenne

Le parti Ecolo se transforme en « Mouvement éco-citoyen »

Pour ces élections, la locale écologiste de Liège a voulu tenter un pari. Conséquence : la liste écologiste ne s'appellera pas Écolo en Cité ardente.

Les Verts ont voulu opter pour l'ouverture, tant envers d'autres formations politiques que les citoyens lambda.

Résultat des courses : un processus participatif s'est mis en place pour aboutir à la naissance d'un « Mouvement éco-citoyen ». Il rassemble bien évidemment les écolos liégeois, mais a également été rejoint par le nouveau mouvement « Demain » ou encore le « Parti pirate » de Liège. Sans parler de personnes du tissu associatif, très développé à Liège.

Difficile donc d'avoir une comparaison totale entre le scrutin de 2012 et ces projections pour 2018. Toutefois, il apparaît qu'Écolo avait fait 12,2 % à Liège il y a cinq ans. Et qu'aujourd'hui, le Mouvement éco-citoyen est crédité de 12,4 % des

intentions de votes. Une relative stabilité a priori, donc.

« Les différents sondages relatifs à Écolo nous donnent, ces derniers

temps, entre 12 et 20 %. Donc, la tendance nous concernant est à la hausse. Mais nous devons rester modestes et retrousser nos manches », commente la cheffe de groupe écologiste actuelle, Bénédicte Heindrichs.

Qui mise beaucoup sur la tradition écologiste de Liège, où le parti fait des scores à deux chiffres et où il a décroché le premier échevinat de son histoire à l'époque. « Deux éléments me donnent beaucoup d'espoir. Primo, cette tradition d'Écolo à Liège. Secundo, c'est notre volonté d'ouverture, de rassemblement, à travers ce mouvement éco-citoyen qui se veut inclusif, qui veut redonner un réel espoir aux gens. »

À l'heure actuelle, la dénomination officielle de la liste n'est pas encore avalisée, pas plus que le ou la futur(e) tête de liste.

Quant au niveau des alliances futures potentielles, Bénédicte Heindrichs estime qu'il est « trop tôt », tout en constatant « qu'une alliance des gauches est bien possible ». ●

G.G.

Les autres listes

Défi pourra-t-il faire son entrée au conseil communal liégeois ?

Outre les cinq formations citées précédemment, il faudra également compter sur des listes plus petites, mais qui pourraient toutefois créer l'une ou l'autre surprise en s'invitant sur les bancs du conseil communal.

Au premier rang, on retrouve Vega, la Coopération des « Verts et à gauche » incarnée par son unique conseiller liégeois François Schreuer. Vega était un peu la surprise du chef en 2012 et avait réussi un sacré parti en décrochant un conseiller. D'ailleurs, il est utile de

rappeler le travail considérable abattu par François Schreuer, dont les interventions au conseil sont travaillées, fouillées et argumentées. Il n'est pas rare que ses propos soient approuvés par d'autres formations, de la majorité comme de l'opposition. Bémol toutefois : la coopérative n'a pas tenu sa promesse. Il était en effet question d'un changement de conseiller à mi-mandat, ce qui ne s'est pas fait à cause d'un conflit de personnes. Plusieurs membres de Vega ont d'ailleurs quitté le mouve-

ment pour migrer vers « Demain », qui a rejoint la dynamique du Mouvement éco-citoyen. A voir donc ce qu'il adviendra en 2018. Le parti Défi (ex-FDF) souhaite s'implanter durablement en Wallonie. La formation amarante est ambitieuse et présentera plusieurs listes sur différentes communes liégeoises, dont la Cité ardente.

Avec l'objectif avoué de décrocher un élu minimum. La tête de liste sera le jeune François Pottié, qui a tout le soutien du président Oli-

vier Maingain. Notons qu'à l'échelle wallonne et bruxelloise, Défi bénéficie actuellement d'un important courant de sympathie au sein de la population.

Le cas du Parti populaire est, lui, quelque peu énigmatique. S'il ne semble pas percer dans notre baromètre, n'oublions toutefois pas que c'est à partir de l'arrondissement et de la province de Liège que le PP a décroché deux parlementaires — un à la Région, un au Fédéral — en 2014. ●

G.G.

Investissements dans les infrastructures

La commune accompagne le boom démographique marqué en créant des écoles et des crèches

La série un an avant les élections communales commence avec le bilan de la majorité à Anderlecht. Depuis 2012, la majorité PS-sp.a-cdH-MR, sous l'égide du bourgmestre Eric Tomas (PS), a chapeauté une multitude de projets qui doivent accompagner la croissance démographique importante que connaît la commune. Les finances vont mieux ce qui a permis d'investir dans des nouvelles infrastructures. Deux gros bémoles persistent, le problème de la propreté et de l'insécurité malgré les bons résultats de Virtus, place de la Vaillance.

En 2012, la majorité sortante rempilait pour une nouvelle législature avec une différence de taille, la Liste du Bourgmestre de Gaëtan Van Goidsenhoven(MR) cédait le mayorat à Éric Tomas(PS) arrivé en tête avec une liste de cartel PS-sp.a-cdH. Depuis, l'opposition s'accorde pour dire que cette majorité ne s'entend pas. « Globalement, ça se passe bien. C'est normal avec des sensibilités différentes, il y a des petites aspérités mais j'ai pour mission de rassembler et je mets tout mon poids dans la balance pour que les projets avancent », rétorque Eric Tomas. Même son de cloche pour Gaëtan Van Goidsenhoven « Les choses se sont bien déroulées », assure-t-il. « Il reste encore un an, les choses peuvent changer à l'approche des élections mais pour l'instant, on a laissé chaque échevin travailler. Chacun

aura le temps le moment venu, d'assumer un bilan », ajoute-t-il.

Par ailleurs, les échevins MR, sont souvent épinglés par l'opposition pour leur manque d'investissement dans leur mandat car ils cumuleraient avec d'autres fonctions d'élus ou avec des emplois privés. Des attaques que le premier échevin libéral qualifie de « puérils ». « J'entends les critiques de l'opposition, il y a du boulot pour tout le monde. Certains travaillent plus que d'autres mais il n'y a pas de poids morts dans le collègue », nous assure de son côté le bourgmestre.

Du côté du cdH, on tire également un bilan positif de la majorité. « Je n'ai pas perçu de tension, nous venons de partis différents, avec des idéologies différentes mais au niveau communal nous sommes d'accord sur la vision que nous avons pour Anderlecht », nous répond Sofia Bennani, échevine des Sports. « Nous avons travaillé tous ensemble pour améliorer la qualité de vie des Anderlechtois tant en termes d'écoles, de crèches, d'infrastructures sportives ou encore de cohésion sociale », résume l'échevine centriste.

Durant cette législature, la commune a dû faire face aux défis du boom démographique. « L'accroissement est considérable, de 112.000 habitants en début de législature, nous sommes aujourd'hui à 119.000 habitants, il faut accompagner cette croissance », déclare Éric Tomas. « C'est là que nous avons eu une politique innovante. Nous avons pris la stratégie de développer

les infrastructures avant même que les nouveaux quartiers sortent de terre », explique le mayor anderlechtois. C'est en effet le cas pour l'école des Trèfles ou l'école en construction sur le site Erasme-Chaudron. Des projets immobiliers privés viennent également redynamiser les bords du canal, citons City Docks ou encore Eagles-tone. « Nous avons élaboré le Plan Communal de Développement, c'est quelque chose d'inédit », rappelle Gaëtan Van Goidsenhoven. Soulignons néanmoins un bémoil sur la propreté à Anderlecht et la problématique des dépôts clandestins. « Nous avons fait des investissements en la matière mais c'est une lutte sans fin, il y a une petite partie de la population qui n'a aucun respect », regrette le bourgmestre.

Enfin, du point de vue de la sécurité ou plutôt de l'insécurité notons la création du Koban Virtus pour le centre de la commune qui mobilise la police mais aussi des moyens en propreté publique. « Nous constatons une baisse de la criminalité », expose Eric Tomas qui concède qu'il reste des points noirs notamment dans certaines parties du quartier Cureghem. « J'ai fait aussi une priorité de la lutte contre le trafic de drogue dans les cafés », conclut-il. ●

J.C.

Opposition DéFI**Un bilan en demi-teinte**

DéFI dresse un bilan en demi-teinte du travail de cette majorité installée depuis 5 ans à la tête de la commune d'Anderlecht. « *Nous pouvons reconnaître qu'il y a eu de bonnes réalisations* », commence Alain Kestemont, le conseiller communal de DéFI. « *Eric Tomas, je mets à son crédit qu'il n'est que bourgmestre et ne cumule pas avec une autre fonction électorale, contrairement à ses prédécesseurs* », continue-t-il. Pour DéFI, le Collège est

divisé en deux blocs, les MR qui cumulent avec des mandats ou des emplois privés et le bloc PS-sp.a-cdH avec des échevins à temps plein ou presque. En ce qui concerne la sécurité, DéFI reconnaît les bons résultats du Koban Virtus, notamment sur le deal de drogue. « *Virtus était d'ailleurs dans mon programme en 2012* », fait remarquer Alain Kestemont. Il souligne aussi le travail de Fabrice Cumps (PS) aux

Finances. « *Alors que le budget était en déficit en 2006, il est à l'équilibre d'année en année depuis 2007* ». DéFI note aussi le même échevin pour la création de 1.300 places dans les écoles. « *L'échevin des Travaux publics et des Espaces verts Mustapha Akouzi(PS) compte lui aussi quelques réalisations à souligner la réfection de plus de 10km de trottoirs par an, le projet de réaménagement complet du Parc Astrid et, en cohésion sociale, celui de la réaffectation de l'imprimé*

merie Desmedt. »

Pour DéFI Anderlecht les points noirs sont à mettre en évidence du côté de la politique urbanistique. « *Gaëtan Van Goidsenhoven(MR) laisse en chancra l'ancien dépôt Shell, rue Raymond Vander Bruggen, dépollué depuis 2002* », note Alain Kestemont. Du côté de la politique sociale, sportive, des seniors, des handicapés et de la jeunesse. « *Des petites réalisations, sans ambition, ni vision du futur* », regrette-t-il. ●

Opposition Ecolo**Sans souffle et sans imagination**

Philippe Debry, chef de file d'Ecolo au conseil communal constate de la part de majorité, une bonne prise en compte du boom démographique marqué que connaît la commune. « *Le collège a œuvré à la création de crèches et d'écoles* », commence Philippe Debry. Au-delà de ça, les Verts semblent assez déçus de la politique menée par la majorité en place.

Chez Ecolo, on pointe tout d'abord un bémol dans la gouvernance. « *Il y a un manque d'investissement personnel de plusieurs échevins dans leur mandat (cumul de mandats, cumul professionnel, fatigue de fin de carrière)* », détaille Philippe Debry. Les

Verts déplorent également le manque d'investissement dans l'espace public, peu de zones 30, des efforts pourraient être faits aussi en termes d'aména-

gement pour les usagers faibles. « *La politique de mobilité est au point mort* », critique le conseiller communal écolo-giste.

Philippe Debry, confirme que la propreté reste un défi majeur à Anderlecht. « *La réorganisation des services a accusé un retard énorme. Annoncée en 2012, elle n'a été réalisée qu'en 2017* », fait-il remarquer. « *Et les résultats de cette réforme ne sont pas visibles, au contraire* », ajoute-t-il.

Comme son collègue de DéFI, le chef de file des Ecolo souligne le manque d'une politique économique et d'emploi. Et enfin, il regrette que le Collège n'ait pas mené une réelle politique de participation citoyenne. « *De manière générale, c'est une majorité sans souffle et sans imagination* », regrette Philippe Debry. ●

Opposition CD&V**« Pas crédible »**

Pour Walter Vandenbossche (CD&V), candidat Liste du Bourgmestre et qui siège depuis les élections en tant qu'indépendant, la majorité actuelle n'est plus crédible. Il dénonce des divisions internes. « *Le collège a tout de même porté plainte contre lui-même. Il y a une méfiance totale*

entre ces gens ». Pour le chrétien-démocrate flamand, le Collège est sans ambition. « *Ils ne traitent que les symptômes ou n'agissent que lorsqu'ils se passent quelque chose* », nous dit-il. Walter Vandenbossche critique aussi l'absence de politique commerciale, l'augmentation des taxes pour les propriétaires et enfin l'augmentation de la sécurité. « *Virtus n'a fait que déplacer la criminalité* », affirme-t-il. ●

Opposition Islam**« Aucun projet »**

Pour l'élu du parti Islam, le bilan de la majorité est décevant. « *Cette majorité ne gère que les affaires courantes, il n'y a pas de projet* »,

commente Redouane Ahrouch. « *Nous espérons beaucoup d'un bourgmestre socialiste, c'était le retour du cœur mais c'est toujours la même politique de droite et d'exclusion* », ajoute-il. Pour Redouane Ahrouch, la majorité n'a rien fait pour la communauté musulmane. « *La majorité avait*

promis de recruter plus de personnes qui représentent la population anderlechtoise dans les services communaux, je remarque que les femmes voilées sont toujours du mauvais côté du guichet », déclare-t-il. « *Le Collège mène une politique d'exclusion contre les musulmans* », termine-t-il. ●

Van Goidsenhoven inspire le plus confiance

Le PTB serait le troisième parti à Anderlecht avec 15,5 % des intentions de vote

COMMUNALES 2018

Anderlecht, le cartel PS-sp.a-cdH dégringole, crédité de seulement 20 % des intentions de vote. C'est le premier échevin, Gaëtan Van Goidsenhoven(MR) qui jouit de l'indice de confiance le plus élevé bien devant le bourgmestre actuel Eric Tomas(PS). Le PTB ferait une percée fulgurante, avec 15.5 % des intentions de vote.

Selon notre baromètre exclusif Sudpresse/iVOX/ RILInfo, les Anderlechtois n'auraient que peu confiance en leurs élus politiques. De manière générale, les notes attribuées par le panel sondé sont assez basses. Aucun des élus an-

derlechtois présentés n'obtient la moyenne. C'est néanmoins le premier échevin Gaëtan Van Goidsenhoven(MR) qui inspire le plus confiance avec une moyenne de 4.86 sur 10, loin devant le bourgmestre actuel Eric Tomas (PS) qui arrive avant dernier de notre classement avec une moyenne de 2.89. Selon les résultats de ce sondage, le MR (27.1 %) serait le premier parti dans la commune en 2018, suivi du cartel PS-sp.a-cdH qui dégringole avec 20.4 % des intentions de vote. (Le score de 2012 était de 36.8 %).

Nous avons sondé la confiance des Anderlechtois en leurs responsables politiques, c'est Gaëtan Van Goidsenhoven qui sort en tête devant Alain Kestemont de DéFI (3.87 sur 10) et Jérémie Drouart qui tirera la liste pour Ecolo (3.37

sur 10). Les élus socialistes Eric Tomas et Fadila Laanan ferment la marche avec 2.89 et 2.68 sur 10 sur l'indice de confiance. Ils auront été sans doute victimes des affaires qui ont ébranlé le Parti socialiste ces dernières années.

MONTÉE DU PTB

En 2018, le rapport de force pourrait donc changer entre les partenaires de la majorité actuelle. Le MR pourrait récupérer le mayorat perdu en 2012. Il sera néanmoins difficile de faire sans le PS. DéFI qui est crédité de 12.5 % des inten-

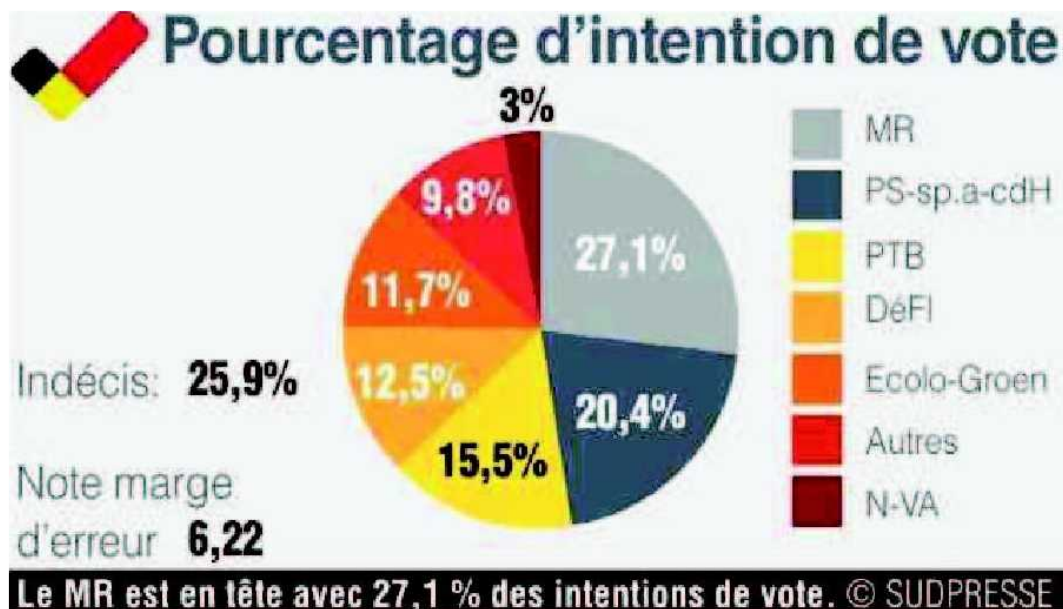
tions de vote pourrait avoir son mot à dire.

Selon notre sondage, le PTB ferait une percée incroyable d'1.7 % des voix en 2012, il serait crédité de 15.5 % d'intentions de vote pour 2018, ce qui assurerait l'entrée au

conseil communal de plusieurs élus d'extrême gauche. Il est difficile d'imaginer qu'ils participent à la formation une majorité mais les élus PTB devraient venir remuer les bancs de l'opposition.

Il persiste une inconnue qui est l'avenir du cdH. Le parti centriste fera-t-il encore liste commune avec le PS alors que du côté de son président Benoit Lutgen, le divorce semble consommé. Les échevins centristes de la majorité, n'excluent aucune possibilité pour l'instant. Reste maintenant à déterminer si le cdH pourrait tirer son épingle du jeu à Anderlecht, s'il fait cavalier seul. Enfin, soulignons qu'il s'agit d'intentions de vote à un an du scrutin et que près d'un quart des sondés se dit encore indécis. ●

J.C.



à noter Baromètre Sudpresse/RILInfo/iVOX réalisé par Internet du 29 septembre au 4 octobre auprès de 248 sondés d'Anderlecht représentatifs de la population. Marge d'erreur maximale : 6.22 %.

Indice de satisfaction

Propreté et sécurité au cœur des préoccupations

Le sondage Sudpresse/RTLInfo/iVOX a également sondé le panel sur leur niveau de satisfaction pour différents éléments qui forment leur cadre de vie. Les Anderlechtois à qui l'on a posé la question, aiment en majorité vivre dans leur commune. Dans les points positifs, les sondés ont souligné l'offre en transport en commun, l'offre d'école et la serviabilité des services communaux. Ces domaines ob-

tiennent une note au-dessus de la moyenne. Dans leurs commentaires certains sondés apprécient également les travaux de rénovations des voiries et les réaménagements dans certains quartiers, l'installation de bac à fleurs. L'augmentation des places dans les écoles et la création de places dans les crèches sont aussi reconnues.

Les principales sources d'insatisfactions des habitants de la commune sont sans surprise. La pro-

preté obtient une note de 2.52 sur 10 sur l'indice de satisfaction. « *Les rues sont sales, plus de saleté partout* », ont répété les répondants. La deuxième préoccupation des Anderlechtois, c'est l'insécurité. À la question si vous en aviez le pouvoir, à quels problèmes vous attaqueriez-vous ? On retrouve souvent le vandalisme, la sécurité, la délinquance. La sécurité des biens et des personnes reste un pro-

blème majeur pour la population.

Le stationnement revient également régulièrement dans les sources d'insatisfaction des sondés. Ce n'est pas neuf, certains quartiers connaissent un taux de saturation important et il est parfois très difficile pour les automobilistes de se garer. Les sondés s'ils avaient le pouvoir s'y attaqueraient aussi en priorité. ●

J.C.